



Madame la Présidente,

Nous nous retrouvons au lendemain de la grève de la fonction publique dont les mots d'ordre légitimes sont nombreux et particulièrement au sein de notre administration dont les missions relèvent et doivent relever exclusivement du régalien.

Confucius disait qu'un peuple qui n'est plus capable de se mettre en colère est un peuple mort.

Si nous transposons à ce qui se passera à notre prochain congrès, il est clair que Force Ouvrière est plus vivant que jamais. Oui, c'est une vraie colère qui s'exprimera car bien au-delà de la défense légitime d'intérêts catégoriels, nous assistons non pas à la réforme de l'Administration mais à la destruction et à l'affaiblissement de la fonction publique donc de l'Etat.

C'est le sens du programme Action Publique 2022 qui prévoit le recours renforcé aux contractuels, un plan de départs volontaires et d'autres mesures de privatisation de pans entiers de services publics et d'abandon de missions. A noter que ce gouvernement qui prétend que les moyens budgétaires ne permettent pas d'augmenter les salaires et donc le point d'indice envisagé dans le cadre de l'organisation d'un grand plan de départs d'agents d'accorder une prime de départ aux personnels

Comme nous l'avons annoncé dans notre appel à la grève, nous n'avons pas nécessairement tous les mêmes opinions et les mêmes approches à Force Ouvrière et c'est ce qui fait notre force. Mais, nous nous retrouvons naturellement lorsque les valeurs de la République sont attaquées ou lorsque l'Etat et ses missions régaliennes sont affaiblis.

Nous ne sommes pas des idéologues mais des responsables soucieux que les administrations puissent effectuer leurs missions dans l'intérêt de tous. Nous sommes naturellement d'accord pour qu'elles évoluent, se modernisent, se réorganisent, quand c'est utile ou nécessaire mais pas lorsqu'il s'agit exclusivement de satisfaire des intérêts financiers et technocratiques.

C'est ce que nous pensons en tant que citoyens, en tant que contribuables, en tant que fonctionnaires et que syndicalistes car nul n'a à gagner à ce que la fonction publique et les services publics soient affaiblis.

Pour prendre un exemple parmi d'autres, comment ne pas ressentir une profonde indignation et de la tristesse en apprenant que les facteurs pourraient être amenés à aider les contribuables qui rencontrent des difficultés mais contre rétribution. Qui est gagnant quand le service public gratuit devient une transaction commerciale payante.

Et que dire de la désignation des boucs-émissaires que ce soient les retraités, les petits propriétaires, les fonctionnaires alors que les vrais privilégiés sont plutôt à chercher du côté des accusateurs publics. Que dire du rapport Simonpoli sur le dialogue social ...

La France, ce n'est pas ça ! Pour nous, la France, c'est celle des Policiers, des pompiers, des agents territoriaux, des services hospitaliers, de la DGFIP!

Nous pourrions être plus long car il y a beaucoup à dire mais, dans ce contexte national bien morose, nous allons finir sur des aspects plus positifs.

En effet, autant le dialogue social au niveau national relève de l'imposture, nous tenons au contraire à saluer la pratique locale dans nos deux Directions. Le dialogue social à travers les instances comme celle d'aujourd'hui, à travers les réunions, les audiences qui permettent une vraie expression et des agents des différents services. Lors de notre congrès où Philippe Flohr nous représentera, nous soulignerons ce point important.

A cet égard, nous porterons aussi des messages forts et qui seront d'autant plus crédibles que nous nous sommes toujours prononcés pour la scission ce qui accroît évidemment la clarté et la cohérence de nos propos

Sur la nécessaire adaptation des effectifs et des moyens à la situation actuelle et future de nos deux Directions de référence

Sur la revalorisation indemnitaire générale de l'ensemble des agents de nos deux Directions et sur le sujet spécifique des agents du Pôle accueil. Nous précisons que nous souhaitons le régime indemnitaire des Services Centraux et que, comme nous sommes réalistes, nous demandons ce qui est possible.

Ce sont des sujets que nous travaillons naturellement déjà avec nos représentants nationaux qui siègent dans les différentes instances. De même, d'autres points sont naturellement des sujets majeurs comme, par exemple, la mise en place du CSRH au SAHR ou, en ce qui concerne la DINR, les impacts de la mise en place du prélèvement à la source ou de l'IFI, en ce qui concerne le pôle accueil, les aspects ergonomiques et acoustiques ou encore les contentieux de série.

L'optimisme va bien à qui en a les moyens disait le Général de Gaulle. Et bien, nous assurons tant nos collègues qui travaillent à nos côtés dans les différents services que la Direction que nous nous donnons les moyens d'être optimistes et que nos messages sont déjà bien connus et compris et qu'ils seront défendus au niveau local et au niveau national.

Nous vous remercions

Les représentants FO DGFIP au CTL du 23 mars 2018.